

17 AVR. 2007



# ensemble tout devient possible

sarkozy.fr

Paris, le 14 AVR. 2007

Monsieur le Directeur,

La correspondance que vous avez bien voulu m'adresser récemment, l'Appel aux candidats à l'élection présidentielle du Bureau national de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe a appelé toute mon attention et je vous en remercie.

Vous vous inquiétez de savoir si les acquis pour les collectivités territoriales qui figuraient dans le projet de Traité constitutionnel européen seront maintenus.

Aujourd'hui, l'Europe traverse une période de doute, la France y a perdu son rôle moteur et les Français semblent s'éloigner du projet européen.

Je souhaite que l'Union européenne redevienne une ambition pour les Français. Je veux replacer la France au centre des décisions européennes. Je veux que rien d'important en Europe ne se décide sans elle ni contre elle. Je veux que la France retrouve son rôle de partenaire fiable, constructif et exigeant. Je veux que la France aide à construire une Union européenne meilleure, plus efficace et conforme à nos intérêts nationaux.

C'est pourquoi j'ai souhaité, avant même la campagne électorale, avant que la France n'assume la Présidence de l'Union en 2008 et avant les élections européennes de 2009, aider à sortir l'Europe de ses difficultés actuelles, sourdes mais profondes. C'est dès maintenant que nous devons réconcilier l'Europe avec ses citoyens, lui permettre de relever les principaux défis auxquels elle est confrontée, et assurer le fonctionnement de ses institutions.

J'ai proposé à nos partenaires un texte simplifié, limité aux questions institutionnelles. Ce traité simplifié reprendrait les mesures dont tout le monde, y compris dans le camp du « non », a reconnu qu'elle permettrait à l'Europe de fonctionner plus efficacement. Il sera soumis pour ratification au Parlement.

Ce traité simplifié reprend les avancées concernant les collectivités territoriales : cohésion territoriale comme objectif de l'Union (article I-3), reconnaissance de l'autonomie locale et régionale (article I-5), extension du principe de subsidiarité y incluant les autorités locales et régionales (article I-11), contrôle, dans le cadre de ce même principe, des parlements nationaux sur les propositions de la Commission européenne (articles I-11 et I-18), ...

Je me suis en outre personnellement engagé à renforcer le rôle des Parlements nationaux dans la construction communautaire et à demander la reconnaissance et la préservation du rôle économique et social des services publics pour les pays qui le souhaitent.

.../...

La question d'un texte plus global, scellant la dimension politique de l'Europe, ses priorités et ses actions, se posera dans un deuxième temps.

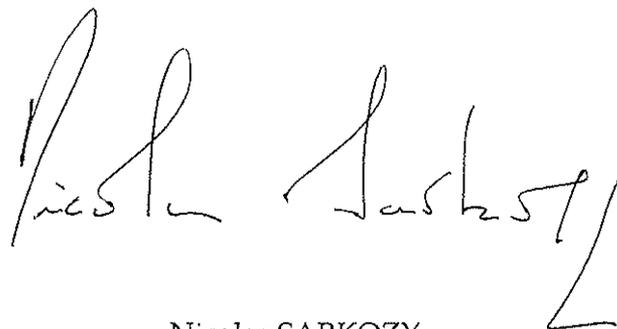
J'aurai alors l'occasion de défendre largement ma volonté européenne. Je veux une Europe qui ne se résigne pas aux délocalisations, mais au contraire qui fasse tout pour que l'activité se développe en Europe. Je veux une Europe porteuse d'une politique de développement durable qui soit un progrès, capable d'engager un grand programme de recherche autour des énergies propres d'avenir, capable de taxer les produits provenant de pays qui n'appliquent pas le Protocole de Kyoto. Je veux une Europe qui réhabilite la préférence communautaire, c'est-à-dire le droit de préférer et donc de protéger ses produits, ses entreprises, ses marchés, pour faire face à la concurrence déloyale et de s'opposer aux dumpings. Je veux une Europe où l'euro devienne un outil de croissance, d'emploi et de puissance économique. Ce qui suppose que son pilotage relève d'une décision politique. Je veux une politique agricole commune qui garantisse l'indépendance alimentaire de l'Europe, mais aussi la sécurité sanitaire, le respect de l'environnement et un revenu décent pour les agriculteurs.

Plus largement, je veux que la France reprenne toute sa place auprès de ses partenaires, qu'elle trace les contours de l'Europe de demain et que sa voix soit à nouveau entendue, sa parole respectée, ses projets écoutés. Je veux que la France soit au cœur des décisions européennes, avec la force de ses convictions, de son expérience et de sa volonté politique.

Je le dis clairement à nos amis européens: la France est de retour en Europe, la France jouera pleinement son rôle, la France entend bien redevenir un moteur de la construction européenne.

Mais l'Europe que nous voulons se consacrera à ce qu'elle peut faire efficacement, à ces domaines où la coopération renforce véritablement les décisions nationales, à ces politiques communes qui nous rendent collectivement plus forts dans la mondialisation, qui nous offrent plus de sécurité et qui soutiennent notre compétitivité.

En espérant que ces précisions répondent à vos attentes légitimes et restant à votre écoute, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Nicolas SARKOZY,  
Candidat à l'élection présidentielle

Monsieur François ZARAGOZA  
Directeur Général de l'A.F.C.C.R.E  
30 rue d'Alsace Lorraine  
45000 ORLÉANS